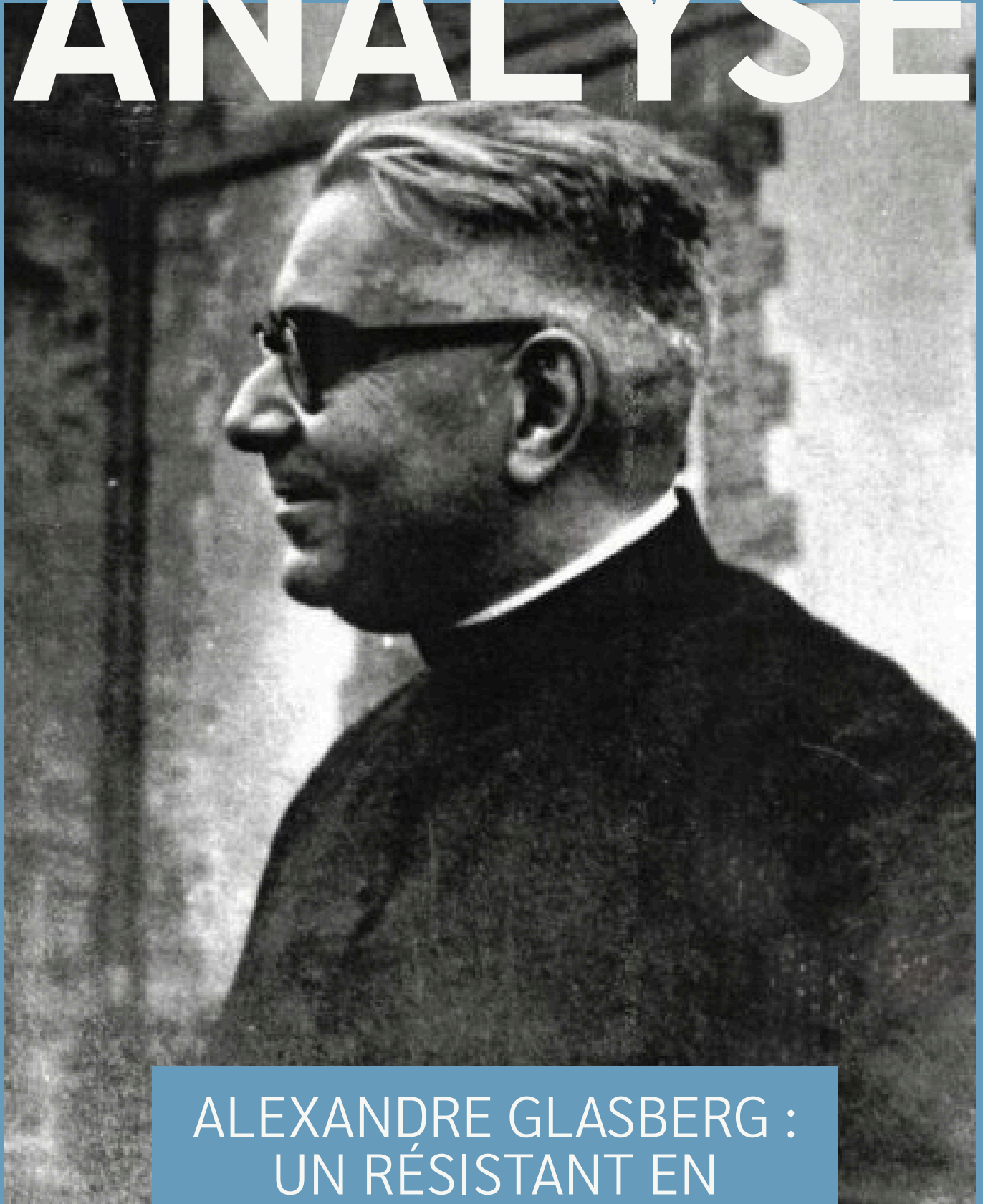


ANALYSE



ALEXANDRE GLASBERG :
UN RÉSISTANT EN
SOUTANE



« On échoue par ignorance, par paresse d'esprit, par opportunisme ; on réussit lorsqu'on prend pour point de départ le respect de la personne humaine... »

Alexandre Glasberg

Bien que l'Église ait parfois été critiquée pour sa passivité durant la Seconde Guerre mondiale, il convient de rappeler que nombreux ont été les prêtres qui, au contraire, ont fait preuve d'un courage exemplaire face à la barbarie du régime national-socialiste. Rejetant fermement l'idéologie nazie et ses crimes, plusieurs d'entre eux, guidés par un profond attachement aux valeurs humanistes, se sont engagés activement dans la Résistance. Cette dynamique s'illustre notamment à travers le personnage de l'Abbé Alexandre Glasberg, un Juif converti au catholicisme.

Celui-ci voit le jour le 7 mars 1902 à Jytomyr, capitale de la province ukrainienne de Volhynie. Sixième enfant d'une fratrie de huit, il grandit au sein d'une famille juive ashkénaze non pratiquante.

Les pogroms antisémites des guerres civiles russes de 1918-1921 constituent les plus grands massacres de Juifs avant le génocide. Plus de 2 000 bourgades et petites villes furent touchées en Ukraine, en Biélorussie, en Russie¹. Jytomyr, qui abrite à l'époque une importante communauté juive, n'est pas épargnée². En 1920, les parents Glasberg se réfugient à Vienne, emmenant leurs trois plus jeunes enfants : Adela, Vila et Alexandre. Ce dernier s'inscrit à l'université et entreprend des études en économie. La famille reste environ deux ans dans la capitale autrichienne avant de s'installer en Pologne près de Grudziądz, une ville située à une centaine de kilomètres au sud de Gdańsk, où ils acquièrent une propriété. Alexandre obtient la nationalité polonaise. Pendant quelque temps, il effectue des déplacements professionnels en Allemagne et en Yougoslavie.

¹ Nicolas Werth, *Le cimetière de l'espérance. Essais sur l'histoire de l'Union soviétique, 1914-1991*, Paris, Perrin, p. 109.

² Cette époque fut également marquée par la révolution russe de 1917, suivie d'une violente guerre civile opposant armées rouge et blanche entre 1917 et 1922. Cette situation était complexe en raison des revendications polonaises sur le territoire ukrainien – tout en étant aggravée par la lutte des forces nationalistes ukrainiennes en quête d'un État indépendant. Bien qu'une courte période d'indépendance ukrainienne ait vu le jour, le mouvement nationaliste, divisé, fut finalement écrasé par le pouvoir soviétique qui s'empara de la majeure partie du territoire en 1921.

Son parcours spirituel remonte aux années 1920. C'est durant cette période qu'il a commencé à explorer les fondements de sa foi, posant ainsi les premières pierres d'un engagement religieux qui allait marquer sa vie de manière décisive. Alexandre et son frère Vila se convertissent d'abord au luthéranisme, puis se tournent vers le catholicisme. En février 1930, Alexandre reçoit le sacrement du baptême à l'église catholique Saint-Louis de Berlin-Wilmersdorf. En 1933, il suit une formation d'un an au séminaire Saint-Sulpice situé à Issy-les-Moulineaux, puis entre au grand séminaire de Moulins où il est rejoint par Vila. Les frères y restent pendant un an et demi, puis poursuivent leurs études au Séminaire universitaire de Lyon. Alexandre est ordonné prêtre en l'église abbatiale de Sept-Fons dans l'Allier le 24 septembre 1938 et, en août 1940, il est nommé vicaire et affecté à la paroisse Notre-Dame de Saint-Alban, implantée au cœur d'un quartier défavorisé de Lyon.

Lyon, deuxième plus grande ville de France, se situe à cette époque en zone libre³ sous le contrôle du régime de Vichy. Proche de la ligne de démarcation et de la frontière suisse, elle attire un grand nombre de réfugiés fuyant le régime nazi. Dans ce contexte, des réseaux de Résistance voient le jour⁴. Alexandre décide de s'impliquer activement afin de venir en aide au plus grand nombre.

Dès 1940, avec le soutien du cardinal Gerlier⁵, il œuvre en tant que délégué du Comité d'aide aux réfugiés (CAR). En 1941, il fonde, en collaboration avec le docteur Weill de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), la Direction des centres d'accueil (DCA), ainsi que l'Amitié chrétienne, aux côtés du Père Pierre Chaillet.

À cette période, certaines organisations humanitaires obtiennent l'autorisation de visiter les camps situés dans la zone sud. La DCA propose de prendre en charge, à ses frais, les détenus des camps les plus vulnérables : les enfants, les personnes âgées et les malades, et de les transférer vers un de leurs cinq centres de repos. Alexandre se voit confier une mission officielle par l'archevêché de Lyon pour inspecter ces camps. Il se rend principalement à Gurs, où il distribue des vêtements et des vivres aux détenus. Jusqu'en 1942, la gestion de Gurs est directement assurée par les autorités de Vichy, ce qui implique que les décisions échappent parfois au contrôle des nazis. Certains fonctionnaires appliquent rigoureusement le règlement, mais heureusement d'autres se montrent plus souples. Alexandre en tire parti pour élaborer des dossiers en vue de libérations.

Dans certains cas, il réussit à obtenir des autorisations officielles permettant la libération de détenus. Lorsque les procédures officielles s'avèrent insuffisantes, il se tourne vers des moyens clandestins, se procure de faux documents, tels que des cartes d'identité ou des certificats de baptême. Les personnes qu'il parvient à faire sortir du camp sont alors placées sous une nouvelle identité dans des lieux sûrs, comme des institutions religieuses ou auprès de familles d'accueil.

³ Elle sera envahie en novembre 1942.

⁴ Le 14 septembre 1944, à l'occasion de sa visite à Lyon, libérée une dizaine de jours auparavant, le général de Gaulle a qualifié la ville de « Capitale de la Résistance ».

⁵ Bien qu'il soit un fervent partisan de Pétain, il désapprouve ses actions antisémites et critique ouvertement les rafles de Juifs étrangers organisées par la police de Vichy dans le sud pendant l'été 1942.

Le 26 août 1942 a lieu la première rafle en zone sud, plus de 1 000 Juifs étrangers sont arrêtés par la police française dans la région de Lyon⁶, dont 108 enfants. Ils sont conduits à l'arsenal de Vénissieux pour être déportés à Drancy et à Auschwitz. Alexandre et ses complices en ont été avertis quelques jours auparavant. Aidé par le père Chaillet, Gilbert Lesage (chef du Service social des étrangers à Vichy), une équipe de l'OSE et des Éclaireurs israélites de France (EIF), il élabore un plan afin d'empêcher la déportation des enfants.

D'après une circulaire du 5 août 1942, les enfants non accompagnés de leurs parents ne peuvent pas être déportés. Afin de les protéger, ceux-ci signent des documents transférant leur autorité parentale.

Tandis que les gardes concentrent leur attention sur l'embarquement des adultes dans les bus, les résistants profitent de l'occasion pour évacuer rapidement les enfants.

Lorsque le préfet régional Alexandre Angeli est informé de leur fuite, il exige que ceux-ci soient ramenés au camp afin de rejoindre leurs parents dans les convois. Le Cardinal Gerlier soutient Alexandre et s'oppose fermement à cette requête. Fort heureusement, ils ont trouvé refuge chez des familles d'accueil et, grâce au courage des résistants, aucun n'a été capturé.

Face aux menaces du préfet Angeli d'arrêter les prêtres s'ils ne révèlent pas la cachette des enfants, Alexandre prend la fuite et se met à couvert dans la paroisse de L'Honor-de-Cos (Diocèse de Montauban, Tarn-et-Garonne) sous l'identité de l'abbé Élie Corvin. Il y rejoint le maquis et continuera ses actions de lutte clandestine jusqu'à la fin de la guerre.

Après la Libération, l'abbé poursuivra ses activités altruistes en fondant une association pour aider les réfugiés rescapés des camps sous le nom de Service des étrangers qui sera renommée, en 1946, Centre d'orientation sociale des étrangers (COSE). Dans les années 1960, elle deviendra le COS, ouvrant l'accueil à toute personne dans le besoin. En 2018, sous l'appellation Fondation COS Alexandre Glasberg, elle offrira une gamme de services destinés aux personnes âgées, handicapées, aux demandeurs d'asile et à tous ceux vivant dans la précarité. Grâce à cette fondation, ses principes (empathie, partage, intégrité) ne demeurent pas de simples souvenirs, mais sont concrètement appliqués au quotidien.

En janvier 1972, il est décoré chevalier de la Légion d'honneur pour ses contributions dans le domaine de la santé publique et de la sécurité sociale et honoré – ainsi que son frère Vila⁷ – en tant que Juste parmi les Nations par Yad Vashem le 23 octobre 2003.

Il s'est éteint le 22 mars 1981, victime d'une crise cardiaque.

⁶ Au début de juillet 1942, les accords Bousquet-Oberg sont signés, contraignant la France à livrer des milliers de Juifs afin de les déporter vers les centres d'extermination.

⁷ Il opérait dans la Résistance sous le nom de Victor. En août 1943, il a été arrêté par la Gestapo, ensuite déporté à Auschwitz où il est mort en 1944.

Alexandre Glasberg a fait preuve d'intelligence et d'audace pour duper l'administration nazie juste sous son nez. En refusant toute collaboration et en mettant en place des réseaux de secours, il a incarné une Église active et engagée qui ne se limite pas à apporter un soutien spirituel, mais mène des actions héroïques ayant conduit à la sauvegarde de nombreuses vies.

Daniel Auteuil s'apprête d'ailleurs à lui consacrer une place dans son prochain film *La Troisième nuit* dont la sortie est prévue cette année. Que la figure de cet abbé rebelle, longtemps restée dans l'ombre des grands récits de la Résistance, trouve enfin sa place dans les salles obscures révèle un aspect de notre époque : la quête de figures humanistes et courageuses, à rebours des héros souvent désincarnés que l'Histoire officielle tend parfois à façonner.



Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.